

« A SUIVRE »

Association régie par la loi de 1901

***35 boulevard Saint-Martin
75003 PARIS***

SIREN : 482 325 628

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



FARJOTS GOUSSEAU AUDIT
SARL DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

1 AVENUE JOSEPH KESSEL – BP 281 - MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
78053 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX
TEL : 01.30.57.46.50 - FAX : 01.30.57.47.07
www.fgaudit.fr

« A SUIVRE »**Association régie par la loi de 1901*****35 boulevard Saint-Martin
75003 PARIS*****SIREN : 482 325 628****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'association A SUIVRE.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **A SUIVRE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période de l'acceptation de la mission jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée Générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités du Conseil d'Administration et des personnes constituant le Bureau de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.


Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Voisins le Bx, le 30 avril 2025
Le commissaire aux comptes
FARJOTS GOUSSEAU AUDIT



Paul LHOSTIS

ANNEXE AU RAPPORT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan



Bilan actif

| | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| | | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISÉ | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, ... | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériel, ... | 4 837 | 4 837 | | 270 |
| | Autres immobilisations corporelles | 11 258 | 11 258 | | 239 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | | 16 095 | 16 095 | | 509 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | 714 |
| | AVANCES ET ACOMPTES VERSES | | | | |
| | CRÉANCES | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | Autres créances | 15 522 | | 15 522 | 15 356 |
| | Capital souscrit appelé non versé | | | | |
| | VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| | Actions propres | | | | |
| | Autres titres et instruments de trésorerie | | | | |
| | DISPONIBILITÉS | 131 857 | | 131 857 | 129 309 |
| | CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 937 | | 937 | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | | 148 316 | | 148 316 | 145 379 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Écarts de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I = II + III + IV + V) | | 164 411 | 16 095 | 148 316 | 145 888 |

Bilan passif

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| | | Net | Net |
| FONDS PROPRES | FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | RÉSERVES | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres réserves | | |
| | REPORT À NOUVEAU | 112 138 | 103 249 |
| | EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE | 1 864 | 8 890 |
| | FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES | | |
| | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | 407 |
| | PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | | 114 003 | 112 545 |
| | Total fonds reportés et dédiés (II) | | |
| | Fonds dédiés reportés | | |
| | TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | | |
| PROV. | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | TOTAL PROVISIONS (III) | | |
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 9 773 | 10 364 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 24 540 | 21 479 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Autres dettes | | 1 500 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | TOTAL DETTES (IV) | 34 313 | 33 342 |
| Écarts de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL PASSIF (I= II = III = IV = V) | | 148 316 | 145 888 |

Compte de résultat



Compte de résultat

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS D' EXPLOITATION | Cotisations | | |
| | Total des ventes de biens et services | 14695 | 26292 |
| | Vente de biens | | |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de services | 14695 | 26292 |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | 274000 | 253720 |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 274000 | 253720 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénat | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| CHARGES D' EXPLOITATION | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| | Utilisations des fonds dédiés | | |
| | Autres produits | 5 | 2 |
| | TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 288 700 | 280 015 |
| | Achats de marchandises | | |
| | Variation des stocks de marchandises | | |
| | Autres achats et charges externes | 140869 | 138701 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes, et versements assimilés | 2 048 | 1 883 |
| | Salaires et traitements | 97 043 | 90 989 |
| | Charges sociales | 33 001 | 30 805 |
| | Dotations aux amortissements et aux provisions | 509 | 849 |
| | Sur actif circulant : dotation aux provisions | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| | Report des fonds dédiés | | |
| | Autres charges | 16 710 | 10 989 |
| | TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 290 180 | 274 217 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | -1 480 | 5 797 |

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations | 3 266 | 3 138 |
| | D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | | 3 266 | 3 138 |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV) | | | |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | | 3 266 | 3 138 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II = III - IV) | | 1 786 | 8 935 |
| PRODUITS EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | 407 | 679 |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | | 407 | 679 |
| CHARGES EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | 105 |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | | | 105 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | 407 | 574 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | 329 | 619 |
| TOTAL DES PRODUITS (I = III = V) | | 292 373 | 283 831 |
| TOTAL DES CHARGES (II = IV = VI = VII = VIII) | | 290 509 | 274 941 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | 1 864 | 8 890 |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Dons en nature | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | 3 560 | 1 300 |
| | TOTAL | 3 560 | 1 300 |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Secours en nature | | |
| | Mise à disposition gratuite de biens | | |
| | Charges de prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | -3 560 | -1 300 |
| TOTAL | | -3 560 | -1 300 |

Annexes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **148 316,14 €**.

Le résultat net comptable est **un excédent de 1 864,42 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'entité

L'association A SUIVRE a pour objet l'organisation, la production et la promotion de spectacles vivants et d'activités culturelles, artistiques et éducatives, en France comme à l'étranger.

L'association ne fait pas appel à la générosité du public.

L'association ne reçoit pas de fond en provenance de l'étranger.

Événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

2024 est l'année de la 16^e édition des saisons Art'R avec :

- 19 compagnies accueillies,
- 31 représentations,
- 4 résidences de création
- près de 6.000 spectateurs,
- 30h d'actions culturelles
- 7 territoires différents touchés

2024 est aussi l'année des jeux olympique et paralympique. Art'R a programmé 14 représentations du 26 juillet au 7 septembre dans la zone de festivités du 11^e arrondissement. Sur le parvis de la mairie.

L'année 2024 constitue une étape structurante pour notre association, avec l'initiation d'un projet de fusion entre l'association A SUIVRE (absorbante) et l'association 11^{ème} EVENEMENTS (absorbée). Ce projet de traité de fusion a été approuvé conjointement le 12 décembre 2024.

L'association « absorbée », est une association régie par la loi du 01/07/1901, immatriculée sous le SIREN 418 663 852 et déclarée à la Préfecture de PARIS au registre national des associations sous le numéro RNA : W751124367, ayant son siège sis Maison des associations du 11^e – 8 rue du général Renault – 75011 PARIS, avec pour objet social « créer, d'organiser, de promouvoir, de gérer, et d'assurer la responsabilité artistique de divers événements artistiques ainsi que d'assurer la production de spectacles vivants ».

Cette démarche s'inscrit dans une logique de consolidation et de pérennisation, après plusieurs années de collaboration étroite entre les deux structures. Portées par des valeurs communes et des objectifs convergents, les deux associations ont fait le choix de se rapprocher afin de renforcer leurs capacités d'action, de générer des synergies artistiques durables et d'optimiser l'utilisation de leurs ressources. Cette opération, conduite dans un esprit de continuité et de cohérence, constitue un levier stratégique pour le développement futur de notre projet associatif.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général
- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Il n'y a eu aucun changement de méthode de présentation et d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue.

| Type | Durée |
|-----------------------------------|----------------|
| MATERIEL & INSTALLATION TECHNIQUE | de 03 à 05 ans |
| MATERIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE | 03 ans |

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Subventions

Inscription non-proratisée :

Les subventions d'exploitations reçues sont enregistrées en produits dès qu'elles sont octroyées.

Indemnité de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires

Le règlement ANC n°2018-06 instaure l'obligation de comptabilisation des contributions volontaires en nature avec mention des modalités de recensement, de quantification et de valorisation.

L'association a valorisé les heures de travail des bénévoles-membres du conseil d'administration de l'association en retenant le smic chargé pour deux de ses membres et le smig (salaire minimum interprofessionnel garanti) pour le président. Soit 78 heures chargées et valorisées à 3 560 euros.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l’actif

Mouvements des postes d’immobilisations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|-----------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----------------|------------------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | 4837 | | | 4837 |
| Autres immobilisations corporelles | 11258 | | | 11258 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|-----------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|-----------------|------------------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | 4567 | 271 | 1 | 4837 |
| Autres | 11019 | 241 | 2 | 11258 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------------------|--------------|--------------|-----------|---------------|
| Créances rattachées à des partici... | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immo. financières | | | | |
| Clients douteux | | | | |
| Autres créances clients | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres org. soci... | | | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TVA | 4 146 | 4 146 | | |
| Autres impôts | | | | |
| Divers | 11 376 | 11 376 | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Débiteurs divers | | | | |
| Charges constatées d'avance | 937 | 937 | | |
| TOTAL | 16 459 | 16 459 | | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Rembours. obtenus en cours d'exe... | | | | |
| Prêts et avances consentis aux as... | | | | |

Les créances "divers" s'élèvent à 11 376 euros correspondent aux subventions d'exploitations restant à encaisser.

État des charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant | Commentaire |
|-----------------------------|---------|-----------------------------------------------|
| Charges constatées d'avance | 937 | Facture MAIF datée de décembre 2024 pour 2025 |
| TOTAL | 937 | |

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Variation des fonds propres art.431-5

| Variation des fonds propres | Montant en début d'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant en fin d'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------|------------------------------|---------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 103 249 | 8 890 | | | 112 138 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 8 890 | -8 890 | 1 864 | | 1 864 |
| Situation nette | 112 138 | 0 | 1 864 | 0 | 114 003 |
| Dotations consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 407 | | | 407 | 0 |
| Provisions règlementées | | | | | |
| TOTAL | 112 545 | 0 | 1 864 | 407 | 114 003 |

Subventions d'investissement

Subventions

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | A l'ouverture | Nouvelle subvention de l'exercice | Annulation de l'exercice | A la clôture |
|-----------------------|------------------------|---------------|-----------------------------------|--------------------------|--------------|
| DRAC ILE DE FRANCE | EQUIPEMENT | 13 665 | | | 13 665 |
| TOTAL | | 13 665 | | | 13 665 |

Reprises

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | A l'ouverture | Quote-part virée au résultat de l'exercice | Reprise de l'exercice | A la clôture |
|-----------------------|------------------------|---------------|--------------------------------------------|-----------------------|--------------|
| DRAC ILE DE FRANCE | EQUIPEMENT | 12 579 | | 679 | 13 258 |
| TOTAL | | 12 579 | | 679 | 13 258 |

Précisions sur les dettes

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------------------|--------------|--------------|-----------|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes aux établissem... | | | | |
| Emprunts et dettes financières div... | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 9 773 | 9 773 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 3 225 | 3 225 | | |
| Sécurité Sociale et autres org. soci... | 19 772 | 19 772 | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 329 | 329 | | |
| TVA | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 1 214 | 1 214 | | |
| Dettes sur immobilisations et com... | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 34 313 | 34 313 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exe... | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'e... | | | | |
| Montant des emprunts et dettes c... | | | | |

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

| | Union européenne | État | Collectivité territoriale | CAF | Autres | TOTAL |
|------------------------------|------------------|--------|---------------------------|-----|--------|---------|
| Concours Publics | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | 89 000 | 185 000 | | | 274 000 |
| Subventions d'investissement | | | | | | |
| TOTAL | 0 | 89 000 | 185 000 | 0 | 0 | 274 000 |

État des charges à payer

| Charges à payer | Montant | Commentaire |
|--------------------------------------|---------|-------------|
| Fournisseurs - Factures non parve... | 8 836 | |
| Personnel - Dettes provisionnées ... | 3 225 | |
| Organismes sociaux - Charges so... | 1 270 | |
| TOTAL | 13 331 | |

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **2 750** euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : **2 625** euros,
- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes 2023 - provision 2023 sous-estimée : **125** euros.

Produits et charges exceptionnels

| Rubriques | Montant | Commentaire |
|-------------------------------|---------|--------------------------------------------------|
| REPRISE SUBV INVEST DRAC 2018 | 407 | Fin de la reprise de subvention d'investissement |

Informations relatives à l’effectif

Effectif employé pendant l’exercice

| Catégorie | Hommes | Femmes | Total |
|------------|--------|--------|-------|
| Cadres | | 1 | 1 |
| Non-cadres | | 2 | 2 |
| Employés | | | |

Rémunération des 3 plus cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006

L'information ne peut être donnée car elle reviendrait à divulguer la rémunération d'une seule personne.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Informations complémentaires

Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun. Le montant de l'impôt au titre de l'exercice s'élève à 329 €.

Evènements postérieurs à la clôture des comptes

Aucun évènement postérieur significatif n'est à signaler.